

LE RENOUVELLEMENT DES RECHERCHES  
SUR L'INDUSTRIALISATION

par Alain Valette \*



*La table-ronde du 19 février 1986*

---

\* Chargé de recherche, responsable de l'équipe "Politique d'industrialisation à l'ORSTOM" (Département H).

20 JANV. 1987

21

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 23281 24

Cote B

Jusqu'à une date récente, les économistes de l'ORSTOM avaient été peu présents dans l'étude de l'industrialisation des pays du tiers-monde. Si quelques travaux avaient été réalisés, essentiellement entre 1970 et 1975, sur la Côte d'Ivoire, le Sénégal et, sectoriellement, sur les biens d'équipement, ce fut de manière isolée et épisodique. Cependant, ces travaux avaient sans doute en commun, outre le fait d'être fondés sur des enquêtes lourdes et détaillées, de mettre en cause quelques idées reçues d'alors, en démontrant par exemple que :

- l'expansion industrielle ivoirienne devait autant à l'interventionnisme étatique qu'au marché ;
- les grands projets agro-industriels de ce pays n'aménageaient pas grand chose mais préparaient des lendemains financiers difficiles ;
- les industries prétendument "industrialisantes" n'avaient que peu d'effets d'entraînement.

A l'occasion de l'importante réforme de l'Institut, il y a un peu plus de deux ans, la nécessité de créer une nouvelle et réelle équipe de recherche, sur les processus et les politiques d'industrialisation des pays en développement a été clairement affirmée.

La communauté des économistes de l'Institut saisissait ainsi l'occasion de combler une lacune par rapport au vaste champ de l'économie du développement. Dans ce contexte le Département à la base de cette relance volontaire (Département H : "Conditions d'un développement indépendant", créé en 1983), qui a pour objet central et fédérateur l'étude des mécanismes de transformation des sociétés, pris dans leur globalité, leur complexité, leurs articulations, ne pouvait faire l'économie de recherches sur un secteur - l'industrie - réputé essentiel dans ces transformations, qu'il s'agisse de la sphère de l'économie ou de celle du social. Cette dynamique d'ensemble a su générer la constitution d'une équipe organisée autour du thème "Politiques d'industrialisation". Mais d'autres recherches touchent également à cette problématique, notamment celles de deux groupes qui l'abordent à partir de l'étude des processus d'urbanisation et des systèmes urbains (Départements B) :

- Les premiers, à dominante de démographes et de géographes, s'intéressent aux interrelations entre urbanisation et industrialisation. Y sont analysés, par exemple, dans quelques grandes villes africaines, les rapports entre peuplement et pratiques des secteurs urbains, notamment dans le domaine de la petite production marchande.
- L'autre ensemble, à dominante sociologique, concerne le "monde du travail" en milieu urbain. Pour ces chercheurs, la perspective est double : d'une part, l'étude des travailleurs sur le lieu d'exercice de leur activité, en particulier les entreprises industrielles : filières d'embauche, marché du travail, organisation interne du travail, etc..; d'autre part, l'étude des comportements des travailleurs-citoyens, dans leur milieu de vie et d'habitat, en abordant les thèmes de la constitution des classes ouvrières, du statut social des ouvriers, de leurs rapports à la famille et à la région d'origine.

#### L'ECHEC DES "THEORIES DOMINANTES" A RENDRE COMPTE DE LA REALITE

L'équipe "politique d'industrialisation", de création récente, fonde son approche sur quelques questions centrales qui sont autant de pôles

d'intérêts, d'objectifs et, à terme, .... de résultats.

Au départ, un constat s'est imposé, constat à deux volets :

- Premier volet : La différenciation croissante des pays dits en développement. Depuis plusieurs années déjà, les organisations internationales distinguent, par exemple, les P.M.A. (pays les moins avancés) et les P.N.I. (pays nouvellement industrialisés). En fait, dans l'éventail des situations, il y a à la fois continuum et différenciation aussi bien en termes de dynamique (taux de croissance) que d'état (niveau d'industrialisation). Certains pays possèdent des secteurs industriels passifs, voire recessifs, d'autres, au contraire, deviennent de véritables puissances industrielles. La France en sait quelque chose sur le terrain africain face aux firmes brésiliennes ou coréennes.
- Dans le même temps, et c'est l'autre face du constat, il y a incapacité de la théorie économique à rendre compte de ces différenciations. Aucune des deux théories dominantes, ni celle dite "centre/périphérie", d'inspiration marxiste, ni celle, d'inspiration néo-classique, de la division internationale du travail ne permettent de répondre : pourquoi ici ces succès, pourquoi, là, ces blocages.

L'équipe "politique d'industrialisation" a dû affirmer des choix, qui sont autant ses propres interrogations et ses objectifs de recherche que des prises de position sur l'approche de la réalité industrielle :

Partir de situations concrètes. Cela signifie études de cas, précises, identifiées. Il est urgent de dépasser les dissertations sur le système mondial, l'indépendance ou la dépendance des pays, l'hégémonie ou la complémentarité, en termes trop globaux, pour revenir à l'examen des situations réelles, nationales ou sectorielles. Les programmes sont définis dans ce sens, sur tel pays, telle branche, avec une forte coloration d'empirisme déductiviste.

Mettre l'accord sur les dynamiques internes. Les évolutions industrielles des pays du tiers-monde ne sont pas des sous-produits des tendances générales de l'économie mondiale, en tout cas pas seulement. Plutôt que de privilégier les facteurs extérieurs, souvent "contraintes externes", il faut renverser la perspective pour mettre en avant les choix des Etats-nations, leurs marges de manoeuvre, la façon dont, à leur manière, il gèrent et intègrent ces contraintes. Par rapport à un environnement international commun, qui constitue une donnée, ce sont les différences qui intéressent, et celles-ci relèvent de facteurs, de dynamiques, de transformations internes aux pays.

Analyser les stratégies des agents économiques. L'étude des évolutions des appareils industriels est certes nécessaire, mais elle doit être associée à une analyse des stratégies des agents économiques. L'économiste ne peut faire l'impasse sur les mouvements des branches, de la production, des emplois, de la valeur ajoutée, des investissements, de tous les indicateurs qui reflètent une dynamique industrielle. Pour autant, il est fondamental que cette approche des transformations de structures soit couplée à une analyse des comportements des acteurs, de leurs choix et des rationalités qui sous-tendent ces choix.

Ces stratégies d'agents méritent d'être abordées simultanément à

plusieurs niveaux. Celui de l'entreprise où les options déterminantes pour la naissance de l'accumulation sont prises : par partage de la valeur ajoutée, affectations des profits, technologie, etc... Celui de la branche, car elle est, d'une part, l'échelon pertinent pour rendre compte des articulations (ou de leur absence qui, précisément, crée les blocages) entre les stades de transformation ; d'autre part, elle est le meilleur niveau pour prendre en compte les contraintes techniques (mécanique, chimie, électronique, ...). Le niveau national enfin, où l'Etat intervient pour orienter des domaines aussi essentiels que le taux d'ouverture sur l'extérieur, la place des secteurs publics et privés, la régulation par le marché ou la réglementation, le contenu du rapport salarial, etc.

Ces différentes questions-affirmations doivent être intégrées par rapport à une notion centrale qui est celle de la transition. Pourquoi la profession des activités industrielles de type "moderne", fondées sur une organisation taylorienne de la production, ne débouche-t-elle pas sur ce que les économistes appellent le fordisme, mode d'organisation et de régulation qui a assuré la croissance soutenue des pays industrialisés ?

A quels niveaux, pour quelles raisons, ce non passage vers un régime d'accumulation intensive, où des croissances fortes de productivité, associées à une progression des salaires réels, ont formé ce fameux cercle vertueux des pays développés ? La question mérite particulièrement d'être posée pour les pays en développement qui possèdent déjà un important secteur industriel. Sont-ils en transition vers ce cheminement, ou d'autres mécanismes macro-économiques d'équilibres précaires sont-ils en cours et, dans ce cas, quel rôle y joue le secteur non structuré urbain ?

On pourrait encore citer quelques points d'entrée des recherches de l'équipe : qu'en est-il de la tendance généralisée au retour au marché ? Pour quelles raisons, sous quelles formes et avec quelles implications sur l'industrialisation ? Ou bien, par rapport au problème majeur de l'endettement, quel rôle est aujourd'hui dévolu aux activités industrielles, comment se traduit, concrètement, la volonté de mobiliser ce secteur pour le grand combat du rééquilibrage des balances de paiements ?

#### DU QUESTIONNEMENT THEORIQUE A LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE

Toutes ces questions fondent le contenu des programmes collectifs ou individuels de l'équipe. Le renouvellement de la thématique débouche, en premier lieu, sur une ouverture vers des espaces nouveaux : les choix se sont ainsi orientés sur certains pays d'Amérique latine, l'Afrique du Nord et l'Asie.

En Amérique latine, les recherches portent sur le Mexique (dynamique macro-économique d'industrialisation et filière électronique) ; le Brésil (industrialisation et endettement) et le Chili (récession industrielle en cours). En Afrique du Nord, un programme porte sur les bilans comparés des industrialisations des trois pays du Maghreb - Algérie, Maroc, Tunisie -, et sur les perspectives de coopération industrielle, tant entre ces pays qu'avec leurs voisins développés du Nord (C.E.E.). En Asie, une implantation à Bangkok a pour objectif l'analyse de la politique industrielle de la Thaïlande, mais aussi le suivi des dynamiques industrielles de l'ensemble des Etats de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est

(ANASE). Un projet est en cours d'élaboration en Inde.

Ces choix de localisation répondent à des exigences plus larges :

- Ils accompagnent une volonté de redéploiement de l'ORSTOM vers l'Amérique latine, processus engagé depuis plusieurs années déjà, et d'ouverture - ceci est plus récent - vers l'Asie.
- Secundo, ils correspondent à des motifs scientifiques, dans la mesure où, dans une optique comparative, il importait de travailler sur des pays où les contextes historiques, culturels, sociaux et politiques soient bien différenciés ; sur des pays de taille diverses ; sur des pays où la question industrielle se pose en des termes très différents, notamment quant aux taux de maturité ou aux rythmes de croissance du secteur manufacturier. Sur ce dernier point, par exemple, on peut parfaitement opposer le Brésil, doté d'un imposant et efficace appareil industriel, au Chili où la désindustrialisation induite par les politiques monétaristes de ces dernières années frappe de plein fouet des branches entières.
- Pour l'avenir, ces choix permettront également de renforcer les opérations conjointes avec d'autres équipes travaillant sur les problèmes d'urbanisation, pour créer, au niveau du terrain, une synergie entre chercheurs de disciplines différentes (processus engagé au Mexique, au Brésil, sans doute bientôt en Inde).

#### PROXIMITÉ DES DÉCIDEURS ET COOPÉRATION

Comment travaillent ces chercheurs ? La question est d'importance car elle a des répercussions sur le contenu même des recherches : la méthode de travail a des conséquences sur le fond.

Ils procèdent, d'une manière générale, par affectation de longue durée (plusieurs années) ; ces affectations sont assorties de deux caractéristiques essentielles : proximité des décideurs et coopération.

Les structures d'accueil, c'est-à-dire les institutions partenaires du pays hôte, ne peuvent être coupées des centres de décision. Au contraire, compte tenu de l'orientation empirique des travaux, elles sont nécessairement des lieux de réflexion ou d'orientation en prise avec ceux qui déterminent et décident la politique industrielle. Peu d'universités du tiers-monde répondent à cette condition, et les chercheurs sont plutôt affectés dans des centres d'études (voire des agences à caractère opérationnel) dont les travaux alimentent directement et fonctionnellement la réflexion des décideurs, et réciproquement.

Quant à la coopération, vocation de l'Institut, elle est établie dès l'origine par la négociation du programme de recherche avec des homologues du pays d'accueil. Elle est ensuite continue et quotidienne par une intégration voulue au sein de l'équipe qui reçoit les orstomiens, ce qui peut être l'occasion de conforter ou de renforcer des cellules locales de recherches naissantes.

Les économistes de l'équipe participent à l'élaboration de matériaux, ont accès aux sources les plus confidentielles, et, éventuellement par des enquêtes ponctuelles propres, complètent l'information disponible. Par exemple, une enquête va débiter sur les réactions des industriels mexicains aux mesures prises par le gouvernement du Mexique dans son plan "filiale

électronique". Enfin, autre forme de coopération, les chercheurs sont fréquemment amenés à participer à des séminaires locaux, soit sur leur sujet de recherche, soit sur les expériences industrielles européennes.

Ces études économiques menées par l'ORSTOM sur l'industrialisation ont-elles une spécificité susceptible de les différencier dans un domaine marqué par l'existence d'une abondante littérature scientifique ou journalistique ?

L'originalité de l'approche orstomienne se caractérise d'abord par une orientation pluridisciplinaire : à terme, ces travaux - initialement de spécialistes d'économie industrielle - seront repris, intégrés, valorisés dans une optique multidisciplinaire pour une réflexion générale sur le développement.

D'autre part, ces recherches se différencient des travaux académiques réalisés en deux ou trois mois sur documents, à l'occasion d'une ATP ou d'un contrat - pratique courante du monde universitaire français. Elles parient en faveur d'approches fines, en profondeur, avec des matériaux nouveaux ou inaccessibles depuis Paris, avec une intériorisation des contextes nationaux par les auteurs, un dialogue de plusieurs années avec des partenaires locaux.



- 3) Colloque sur le thème des politiques industrielles début de 1987 : les participants seront des chercheurs mais également des praticiens français et étrangers. Cette association vise à l'établissement d'un "état de la question" sur les modèles et stratégies d'industrialisation dans diverses régions du tiers-monde.

A.V.





P4

## DIVA - *Documents*

---

Juin 1986

Au menu d'une table-ronde  
entre chercheurs de l'ORSTOM et journalistes  
(19 février 1986) :

### **SECTEUR NON-STRUCTURÉ ET INDUSTRIALISATION DANS LE TIERS-MONDE**

ORSTOM

B23278<sup>31</sup> → B23281<sup>11</sup> ex1